L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & CIE.
No. 81, Rue Chartres.

JOURNAL QUOTIDIEN.....$10 } *payable d'avance.*
DO. TROIS FOIS PAR SEMAINE, $10 }

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 12 JUIN 1840.

CANDIDATS WHIGS

ORIGINES PAR LA CONVENTION NATIONALE.

POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS.

WILLIAM H. HARRISON
DE L'OHIO.

POUR VICE-PRESIDENT DES ETATS UNIS

JOHN TYLER,
DE LA VIRGINIE.

POUR GOUVERNEUR:

HENRY JOHNSON.
Sujet à la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.

TICKET WHIG ELECTORAL POUR LA LOUISIANE.

1er. *District*—WM. DE BUYS, d'Orléans.
2d. *District*—JOSEPH BERNARD, d'Est-Baton-Rouge.
3me. *District*—LEUFROY BARRAS, de La Fourche.
4me. *District*—JACQUES DUPRÉ, de St. Landry.
5me. *District*—SETH LEWIS, des Rapides.

CANDIDATS POUR LE CONGRÈS:
Premier Dist. Congressionnel—L'hon. EDW. D. WHITE.
Second " " THOS. GIBBS MORGAN.
Troisième " " JOHN MOORE.

LEGISLATURE D'ETAT.
WM. DE BUYS,
GLENDY BURKE,
W. C. C. CLAIBORNE,
G. BEDFORD,
L. FERRIERE,
A. W. PICHOT.
CHRISTIAN ROSELIUS.

ATTENTION!
LOG-CABIN WHIGHS!

Samedi, 13 juin, à 8 heures P. M., aura lieu l'élection d'une Log-Cabin; les whigs sont invités à assister à cette cérémonie.

Le lieu du rendez-vous est en face du Théatre St. Charles.

ASSOCIATION TIPPECANOE
DES JEUNES GENS DE LA NLLE-ORLEANS.

COMITÉ CENTRAL WHIG.

☞ Une assemblée aura lieu aujourd'hui vendredi, 19 du courant, à 7 heures et demie du soir, dans le parloir de la Bourse St. Charles.

J. B. WARD, Jr.
Secrétaire

ELECTIONS.

Le succès du *ticket* présidentiel de la réforme n'est pas douteux à la Louisiane, pas plus que dans la majeure partie des autres Etats de l'Union. Le peuple en masse commence à comprendre la nécessité d'un changement et ce changement aura lieu.

Mais nous craignons que, parmi nous du moins, le vote pour la législature soit moins unanime. On nous assure que beaucoup de personnes voteront en juillet pour les candidats Vanocrates à la Législature et pour Harrison et Tyler en novembre.

Sans mettre en doute le moins du monde leur patriotisme et leurs bonnes intentions, nous croyons devoir prévenir ces personnes qu'elles s'égarent dans une fausse voie, et qu'elles s'exposent à manquer le but auquel elles tendent.

Tous ceux qui votent pour le général Harrison sentent la nécessité d'un changement radical dans la marche de l'administration. Or, pour que ce changement s'effectue, il ne suffit pas de mettre Harrison à la place de Van Buren, il faut encore évidemment changer la majorité du Congrès; car le *Président* ne peut rien par lui même sur la législation du pays.

Pour que le nouveau Président puisse nous tirer de l'abyme où nous sommes, il lui faut nécessairement le concours du Congrès. Et ce concours, il ne pourrait l'obtenir si l'on envoyait à la législature des Vanocrates.

Mais, dira-t-on, qu'y a-t-il de commun entre la composition de la législature de notre Etat et le Congrès? Ce qu'il y a de commun, c'est qu'on doit nommer cette année un sénateur des Etats-Unis au Congrès pour l'Etat de la Louisiane, et que cette nomination doit être faite par la Législature: il suit de là que si nous avions une législature Vanocrate nous enverrions au Congrès pour six ans un sénateur dévoué à M. Van Buren et à ses doctrines.

Ce qu'il y a de commun, c'est qu'avec une législature libérale nous pourrons ordonner au sénateur Vanocrate Mouton, dont le temps n'est pas encore expiré, de voter pour toutes les mesures de réforme qui seront jugées nécessaires pour régénérer le pays.

Ce qu'il y a de commun enfin, c'est que si notre législature d'Etat est démocrate-whig, nous aurons au Sénat des Etats-Unis deux voix favorables à la reforme, et que si elle est Vanocrate nous y aurons deux voix pour le maintien de l'état de choses actuel: ce qui fait une *différence de quatre voix sur 52.*

En temps ordinaire on est excusable, jusqu'à un certain point, de consulter ses préférences personnelles, mais dans un moment de crise comme celui où nous nous trouvons, on ne doit consulter que l'intérêt public. Chaque citoyen doit bien se pénétrer de l'importance de ses devoirs et songer que le droit de suffrage ne lui a pas été donné pour satisfaire ses préférences ou ses antipathies, mais seulement pour contribuer à la prospérité de tous. Le citoyen doit, en déposant son vote, oublier l'homme pour n'écouter que la voix de la patrie.

Nous sdjurons donc tous les honnêtes démocrates de prendre ce sujet en considération, et ils viendront inévitablement à cette conclusion que ceux qui veulent un changement dans l'administration doivent vouloir aussi tout ce qui peut l'effectuer, tout ce qui peut le rendre *efficace*; que tous ceux qui sont disposés à voter pour le *ticket* démocrate-whig: parce que le Président ne pourrait opérer la réforme et la régénération du pays s'il n'était soutenu par un congrès partisan de la réforme; que celui qui veut la fin doit aussi vouloir les moyens; et qu'enfin tous les bons citoyens doivent, dans les circonstances critiques où nous sommes, faire abnégation de leurs affections personnelles pour ne consulter que l'intérêt public.

INTERIEUR.

(Extrait de notre correspondance particulière.)

WASHINGTON, 2 juin 1840.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.—Les loco focos sont arrivés à leur but; à l'aide de la *question préalable*, ils ont fait adopter hier par la Chambre une résolution qui modifie les règles actuelles dans le sens que je vous ai indiqué hier; en tout temps et sur toutes les questions la majorité pourra désormais forcer la chambre à se former en comité général. Jusqu'à ce jour il fallait le vote des deux tiers pour changer la marche régulière des discussions, et nos pères l'avaient voulu ainsi afin d'assurer les droits de la minorité contre les volontés arbitraires de la majorité. Ce principe semblait avoir été dicté par la sagesse elle-même, et les loco focos l'ont attaqué d'un bout à l'autre par le mépris le plus prononcé des antécédens les plus respectables et des garanties législatives; la résolution est présentée, et avant même qu'elle soit lue, on demande la question préalable. L'orateur décide que cela n'est pas dans l'ordre; mais les loco focos renversent cette décision. M. Bell en appelle, la question préalable est rejetée à l'examen immédiat, d'après la règle bien reconnue par laquelle une *résolution* ne peut être mise en discussion que vingt quatre heures au moins après sa présentation. L'orateur soutient l'opinion de M. Bell; mais les loco focos n'en tiennent pas compte et renversent encore cette décision. Grace à une pareille cadence, l'opinion de cette résolution a été emportée, et désormais les loco focos, mettant de côté les bills qui ne leur conviendront pas et se jouant ainsi des droits les mieux établis, pourront consacrer tout leur temps au bill de la sous-trésorerie.

Dans la même séance, M. Waddy Thompson, président du comité des affaires militaires, a lu une lettre de secrétaire de la guerre, ainsi que deux rapports qui l'accompagnaient. Ces deux rapports contiennent des détails sur les derniers engagemens et les derniers massacres qui ont eu lieu dans la Floride, et demandent l'envoi de nouvelles forces sur le théâtre de la guerre; la lettre insiste sur la nécessité de cet envoi et réclame le concours du président du comité. M. Waddy Thompson demande en conséquence que la Chambre *se forme en comité général* et s'occupe du bill relatif à cette question; il fait observer qu'il faudra bien l'en discuter.

La motion de M. W. Thompson est appuyée par M. Downing de la Floride et combattue par M. Atherson. Cette motion est rejetée par la Chambre. M. W. Thompson demande alors pour un seul jour des règles pour qu'on puisse prendre ce bill en considération, la Chambre refuse. En désespoir de cause le même membre demande cette dispense pour un seul jour; la Chambre refuse encore.

SENAT.—La discussion de la loi des faillites continue toujours. Elle a fait un pas aujourd'hui. On sait que les loco focos veulent à toute force que cette loi frappe aussi sur les corporations financières; mais quelques sénateurs du Sud, partisans de l'administration, qui n'aiment à causer aucune peine à ses amis tout en prêtant à ne rémunir aux whigs pour repousser cette clause. Déjà M. Clay de l'Alabama a fait la motion de retrancher du bill et M. Calhoun doit parler aujourd'hui en faveur de cette motion.

M. Wright avait présenté au commencement de la séance un mémoire de la Chambre de commerce de la ville de New York, au sujet de la loi en faillites. Ce mémoire demandait "que la loi ne donne au débiteur déchargé qu'avec le consentement d'une partie des créanciers dont les créances représenteront au moins la moitié du passif que le débiteur ne puisse jouir du bénéfice de la loi dans le cas où non seulement il pourrait pas être nettement établi d'après une évidence positive, ou d'un document de valeur apparemment à la faillite, mais que le congrès n'adresse pas aux différens Etats le pouvoir de repousser quel qu'une des dispositions de la loi." M. Wright a demandé l'impression de ce mémoire. Une discussion fort intéressante, quoique spéciale, s'est engagée sur ce sujet entre MM. Clay, Wright, Calhoun et Wall, jeune homme plein de talent et de savoir, le seul qui ait développé sur le banc et le barreau de la Nouvelle-Jersey.

Quand nous la publierons, nous tâcherons de donner à nos lecteurs une idée de la question qui s'y trouve traitée. Nous nous bornons aujourd'hui à constater le fait que la motion de M. Clay a été rejetée par 28 voix contre 24.

Nous croyons devoir reproduire les principaux passages du discours de M. Henry Wise sur le *Appropriation Bill*;

"Je ferai d'abord remarquer, a dit M. Wise, que le comité des voies et moyens a réduit le chiffre des estimations présenté par le pouvoir exécutif; et cela pour répondre d'avance à cette assertion derrière laquelle se retranchent les amis de l'administration "que le Congrès est responsable des dépenses et que le pouvoir exécutif ne demande aucune allocation qui ne soit conforme aux règles de la plus stricte économie.

"Quelle était l'allocation pour les dépenses civiles et diplomatiques en 1837—38 et en 1838—39?—Pendant la seconde session du 25e. congrès, la somme allouée pour dépenses civiles et diplomatiques était de $8,252,360." Et dans le bill qui nous est présenté, cet article figure pour $9,231,926, non compris les salaires des Cours des Etats-Unis qui s'élèvent à $345,000," ce qui fait environ neuf millions et demi. Ainsi l'augmentation sur cet article seul est de plus d'un million.

"Pendant l'administration *fédérale* de M. Adams, cette administration qu'on accusait d'être si corrompue et si extravagante, le montant total des dépenses du gouvernement n'atteignait pas $13,000,000." Et maintenant le premier acte de dépense qui nous est soumis, monte à neuf millions et demi: c'est-à-dire, que ce seul article du budget actuel n'est que de deux millions et demi au-dessous de tout le budget fédéral de M. Adams!

"Vous vous arrogez, (bien mal à propos sans doute, mais enfin vous vous arrogez) le nom de *Démocrate*, et vous arrivez à demander, pour les dépenses civiles et diplomatiques seulement, la même somme, à deux millions et demi près, que demandait pour toutes les dépenses du gouvernement, cette administration à laquelle vous reprochez sa prodigalité des deniers publics. Si c'est là de la *démocratie* et de l'*économie*, Dieu nous préserve d'une telle démocratie et d'une telle économie!

"Il y a dans le bill, dit M. Wise après avoir comparé plusieurs autres articles qui ont tous montré la même *économie*, il y a dans le bill un article qui se présente constamment et auquel je dois consacrer quelques observations. C'est celui des *contingencies* (dépenses casuelles). Sur un bill de neuf millions et demi, il y a $490,375 pour *contingencias*.

"Mais qu'est-ce que les *contingencias*? comment a-t-on employé ces 430,375 de *contingencias*? Ce mot de *contingencias* serait-il par hazard un manteau pour couvrir les fraudes de l'administration?

"Les partisans de l'administration disent que les dépenses régulières n'excèdent pas quinze millions, bien que le chiffre total dépasse trente sept. Mais alors que fait-on de ces trente? quel est l'emploi pour huit tout aussi bien dire qu'on ne dépense que cinq millions. Alors, seulement, l'excédant serait plus considérable. Mais toujours il se présentera cette question: *que faites-vous de cet excédent?*

M. Wise se livre ensuite à des calculs comparatifs desquels il résulte que l'administration des portes à Washington qui coutait $46,100 sous M. Adams, en coute maintenant $152,200—Différence en plus $106,100— (*A continuer.*)

EGLISE METHODISTE.—D'après une lettre de Baltimore, publiée par le *Commercial Advertiser* de New-York, l'Eglise Méthodiste épiscopale s'est considérablement accrue dans les quatre dernières années. A la conférence générale qui eut lieu au mois de septembre 1836, le nombre des ministres appartenant à cette église était de 2780, et celui des membres de 650,678; en septembre 1839, on comptait 3,290 ministres et 740,159 membres. Il y avait donc à cette époque une augmentation de 510 ministres et de 89,781 membres; *depuis lors, l'Eglise méthodiste-épiscopale s'est encore* accrue de 14,080 nouveaux néophites.

Nombre de passagers arrivés durant les mois d'avril et de mai, à New-York:	*Chambre.*	*Entrepont.*	*Total.*
Liverpool,	910	10627	10627
Londres,	230	710	940
Bristol,	111		111
Havre,	43	2645	2688
Brême,	49	443	492
Cork,	3	206	209
Glascow,	2	139	135
Hull,		44	44
Falmouth,	2	194	193
Belfast,	2	164	178
	615	15139	15669

EXTERIEUR.

AMERIQUE CENTRALE.

Nous empruntons à l'*Evening Express* de New York, les détails suivans sur les derniers événemens qui ont eu lieu dans l'Amerique Centrale.

MORAZAN, après la grande défaite qu'il a éprouvée, s'est embarqué le 5 avril avec quelques uns de ses amis au port de Libertad et l'on pense qu'il se rend à Guayaquil ou à Panama. Les habitans de l'Etat de San Salvador, irrités de la tyrannie de celui qu'on peut appeler le Néron de l'Amerique, lui ont non seulement refusé du secours, mais encore l'ont chassé de la manière la plus honteuse.

L'administration du gouvernement de San Salvador est en ce moment entre les mains de Jose *Antonio Cairos, homme d'un vrai mérite, qui était* en 1825 et 1826, ambassadeur de la République de Guatemala à Washington et qui a conclu le premier traité entre l'Union et la Confédération de l'Amerique Centrale. Il jouit de la confiance de tous les citoyens. En 1834, M. Cairos fut élu par le peuple Gouverneur de l'Etat de San Salvador; mais ses talens distingués et sa popularité effrayèrent Morazan qui le fit d'abord, sans autre motif que sa jalousie et ses craintes, jeter en prison, puis l'exila de San Salvador. La révolution qui vient de s'opérer a replacé M. Cairos à la tête de l'Etat de San Salvador. Il a promis au Gouverneur de Guatemala son concours énergique pour assurer la paix de la République.

Des démonstrations du même genre ont eu lieu dans la plupart des autres Etats ou provinces. Nicaragua et Honduras ont envoyé une adresse de félicitation au gouvernement de Guatemala à l'occasion de la victoire de Carrera et de la fuite de M. Morazan. On a décrété dans toutes les villes avec de grandes réjouissances ce succès qui délivre la *Confédération* de la guerre civile qui la déchirait depuis plus de dix ans.

On attend maintenant avec impatience l'ouverture de la Convention nationale dont les hostilités de Morazan avaient empêché la réunion, et l'on compte beaucoup sur le talent, et le caractère des hommes qui la composeront pour rendre au *Perou* et à l'Amérique sa tranquillité, sa grandeur et sa prospérité premières.

Les journaux de Guatemala annoncent que l'on a saisi la correspondance particulière de Morazan, qui a découvert tous ses odieux projets. Dans sa récente invasion de Guatemala, son but était, à ce qu'il paraît, de piller la ville, de se débarrasser de certaines familles, de s'approprier des fortunes considérables et de lever par ce moyen une armée à l'aide de laquelle il comptait asservir les autres Etats. Grâce à Dieu il a échoué et la Confédération peut espérer des jours meilleurs.

VARIÉTÉS.

LA CHASSE AUX AMANS.

(Voir l'Abeille d'hier.)

VIII.

En revenant de chez Mme de Gabrial, Colonge était entré dans l'appartement d'Aurélie pour lui rendre compte de la mission dont elle l'avait chargé. Ne l'ayant pas trouvée, il pensa qu'elle était sortie, et se mit en position pour les caprices des femmes, lorsqu'au même instant malades et guéries, qu'il reprit le chemin de son atelier. Selon son habitude il traversa la première salle sans s'y arrêter, referma soigneusement la porte de la seconde pièce, et se vint mettre en face de son tableau, qu'après une heure d'absence il avait hâte de revoir. Il y manque horrible épouvante! la tête de la belle Allemande le fit reculer de deux pas. L'artiste se crut le jouet de quelque hallucination diabolique, et doutant du témoignage de ses yeux, il demeura un instant hors de lui-même, *dans l'attitude d'un homme pétrifié.*

—Louis, s'écria-t-il enfin d'une voix tonnante, sans se rappeler qu'il venait de s'enfermer.

Au lieu de répondre à l'appel de son maître, le valet de chambre sortit furtivement de l'atelier, et descendit l'escalier d'un pas leste.

—Je savais bien que Monsieur se fâcherait, pensait-il; mais puisque Madame est encore là, qu'ils s'arrangent.

Les mœurs débonnaires de notre siècle ne comportent plus les haines vivaces et les ardentes jalousies qui, aux temps poétiques de la Renaissance, animaient les artistes, et souvent leur faisaient quitter le pinceau ou le burin pour l'épée. Aujourd'hui, entre rivaux de renommée, il se verse plus d'encre que de sang. On se critique beaucoup, mais on se bat peu, et le cœur, de ces hideuses passions qui, dans d'autres temps a l'égard de leurs émules les plus grands maîtres, révolteraient leurs successeurs moins habiles, mais mieux élevés. Si jusqu'alors Colonge avait *trouvé peu de bienveillance chez ses confrères, jamais* du moins il n'avait dû supposer qu'il eût parmi eux un ennemi secret, envieux de son talent et capable de satisfaire à tout prix cette haine méprisable. En ce moment, pour la première fois, l'idée d'un rival inconnu lui vint à l'esprit.

—Un peintre seul a pu commettre cette infamie, se dit-il en examinant avec une sombre indignation le désastre de son tableau. Comme il a su trouver la place du cœur et rendre son coup mortel! Ma belle jeune femme, me direz-vous, n'a pas pu être une autre, il ne manquait que des nièles, meutiles, souillée, décapitée par ce bandit! Oh! je le découvrirai, se cachât-il au fond de la terre! et malheur à lui! car je le tuerai, le misérable!

—Tuez-le donc! s'écria Aurélie, qui sortant impétueusement de la place où elle s'était cachée, parut soudain à côté de l'artiste.

—Il a tué de sa femme, dont les yeux, l'attitude et la voix respiraient cette sublime fureur qui n'appartient qu'à la jalousie, Colonge resta stupéfait.

—Aurélie, dit-il enfin, tu étais là! Et c'est toi....

—C'est moi! interrompit-elle en le foudroyant du regard.

Que de fait mon pauvre tableau pour que tu le traites ainsi! Sais-tu que tu viens de détruire l'ouvrage d'une semaine entière!

—Ecoutez, dit Aurélie qui lui imposa silence par un geste impérieux; vous me voyez pour la dernière fois, car, en sortant d'ici, je vais me retirer chez mon père. Quand je serai partie, vous aurez libre de peindre votre divine blonde; mais jusque là, je ne souffrirai pas une pareille insulte. Il aurait dû vous suffire de me tromper; l'outrage est de trop.

—Tu t'trompes! s'outrage! Que veux-tu dire!

Mme. Colonge laissa tomber sur son mari un regard glacial.

—Je vous hais, lui dit-elle; ne me forcez pas de vous mépriser. A quel bon la fausseté! Ne connais-je pas Mme. de Grafhen?

—Tu es jalouse, Aurélie, s'écria le peintre, en ce moment presque ennemié de la calomnie qu'avait subie son ouvrage; quelle folie! Parce qu'une des figures de mon tableau ressemble à Mme. de Grafhen, te voilà jalouse d'une femme à qui je n'ai jamais parlé, que j'ai à peine vue!

—Tu as raison, dit Aurélie avec emportement; vous aimez cette femme, je le sais. Vous ne lui avez jamais parlé, dites-vous? Quelle dérision! Peut-être aussi n'allez-vous dire que vous avez pelut que pourtait sans savoir ce que vous faisiez?

—Je dirai la vérité, car j'ai eu bien plus une chose fort ordinaire, et il paraît que j'ai commis un crime.

—Encore cette fille en fut-elle la cause, je ne suis point assez folle pour vous croire.

—Ecoutez-moi, Aurélie, je vous jure par tout ce que j'ai de plus sacré, par la mémoire de ma mère, que je ne connais pas plus Mme. de Grafhen que la première femme venue. Une fois seulement, il y a quelques jours, je l'ai rencontrée chez Mme. de Gabrial, qui m'a paru vouloir me la présenter; mais je me suis empressé de m'éloigner, et je ne lui ai pas adressé la parole.

—Et pourquoi cette fuite? Pourquoi ne pas vouloir faire connaissance avec une femme si belle?

—Parce que cette femme est belle, répondit Colonge en souriant avec une sombre expression de tristesse, parce que je ne veux pas me déplaire à moi-même, et que je ne veux pas me donner la peine de me déplaire à moi-même, et que je ne veux pas me donner la peine de me déplaire à moi-même, et que je ne veux pas me donner la peine de